

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 96

LE NUMERO :

18 janvier - 31 janvier 1971

0,50 F - 5 F. B.

La démocratie Angleterre à l'école du fascisme

A l'aube du mode de production capitaliste, la « coalition » des ouvriers, la formation des syndicats fut interdite sous le prétexte qu'elle contrevient à la sacro-sainte loi de la « liberté individuelle » : chacun doit être « libre » de vendre sa force de travail au prix et aux conditions qu'il « choisit », c'est-à-dire qu'il subit ! Mais cela n'empêchait pas la classe dominante de se coaliser dans sa Chambre des Pairs et dans sa Chambre des Communes, ni cette coalition de servir à défendre les intérêts collectifs de la classe dominante, même si la déesse Liberté et les intérêts particuliers de chaque capitaliste devaient en souffrir.

Sous les plus nobles idéologies démocratiques il n'y a que de basses exigences matérielles ; parce que la bourgeoisie a besoin de ces idéologies démocratiques pour exploiter le prolétariat, elle en fait des vérités éternelles que la classe opprimée doit respecter ; mais ces idéologies apparaissent fausses quand elles doivent être appliquées à la classe dominante.

On interdisait aussi la grève puisque, dans la mesure où elle représentait une pression collective sur chacun des prolétaires, elle limitait également « l'intangible liberté personnelle » de l'ouvrier. Peu importait que l'ouvrier se soit fait auparavant arracher sa fameuse liberté au moment de l'achat de sa force de travail par le capitaliste...

Des années passèrent. La classe dominante fut contrainte de subir un grave affront aux principes éternels : elle dut reconnaître, en Angleterre d'abord, les Trade-Unions, les syndicats et admettre la grève. Cette reconnaissance lui fut imposée par l'élargissement du mouvement ouvrier, qui était bien décidé à faire valoir son propre droit à l'existence, et peut-être même à se battre pour priver ses exploités du droit à la vie politique, c'est-à-dire à la vie réelle en tant que classe organisée.

Elle fit donc contre mauvaise fortune bon cœur. Après tout, on tire plus de profits d'un esclave exploité mais « suffisamment » nourri que d'un esclave exploité à l'excès, car l'esclave enchaîné produit moins que celui à qui on laisse l'illusion d'être libre de ses mouvements.

La bourgeoisie entreprit, avec succès, de corrompre par tous les moyens ces Trade-Unions, nées comme « écoles de guerre de la classe ouvrière », pour les transformer en école de coexistence paisible avec l'ordre capitaliste. Mais lorsque de subites explosions de colère débordaient ces digues patiemment construites, la bourgeoisie n'hésitait pas à intervenir par la force. Elle suspendait « le droit d'association » lorsqu'il menaçait de franchir les limites du droit pour devenir réalité subversive.

Après la première guerre mondiale, de puissantes secousses révolutionnaires ébranlèrent divers pays européens. Alors la bourgeoisie balaya, sous les applaudissements plus ou moins bruyants des idéologues des principes éternels, tout ce qu'elle avait accordé, tout ce que les tartuffes opportunistes présentaient comme des conquêtes définitives parce qu'elles avaient été écrites sur les chiffons de papier des Constitutions ou sur les sables mouvants du « droit coutumier ».

La classe dominante détruisit par la force les organisations syndicales, incendia les Bourses du Travail, interdit la grève, encadra les masses prolétaires dans l'Etat corporatif fasciste. Là où elle ne le fit pas, c'est que l'ordre bourgeois pouvait être sauvegardé à moindre frais : en 1926, en Angleterre, l'armée suffit pour garantir la liberté d'exploiter, la seule liberté que les principes éternels connaissent vraiment.

La deuxième guerre arriva, les pays fascistes furent vaincus et la démocratie se sentit si ferme sur ses étriers qu'elle réaffirma solennellement les « libertés syndicales » et le « droit de grève » (pendant la guerre elle les avait tout de même suspendus). Il n'en fallait pas moins poursuivre l'œuvre du fascisme, sous son double aspect : d'une part,

donner au prolétariat le « sens de l'Etat » en assujettissant ses organisations aux exigences de la production nationale, et d'autre part concéder quelques miettes pour cacher le bâton dans un étui de velours. Les démocraties victorieuses, U.S.A. en tête, ainsi que les pays qui, comme la Suède, avaient pu, à l'abri de la neutralité, édifier un capitalisme « civilisé » en se nourrissant du sang versé par les autres, tous prirent soin de « discipliner » l'activité des organisations syndicales et la grève.

Ailleurs, les syndicats et les grèves étaient « libres », à la condition qu'ils n'entravaient pas le développement normal de la production capitaliste, ou bien, comme on dit aussi, de l'économie nationale, ce qui revient à proclamer tout court l'identité entre Nation et Ca-

(Suite en page 4)

Un sordide mariage bourgeois

Dans le carnet mondain du "Monde" (7-1-71) nous apprenons que les fiançailles de la « Ligue communiste » et de « Lutte ouvrière » sont désormais officielles, et que les tractations pour la rédaction définitive du contrat de mariage sont en bonne voie : un important protocole d'accord vient d'être signé.

Ces discussions et ce protocole montrent (comme si on ne le savait pas encore !) qu'il ne s'agit nullement dans cette « fusion » d'une véritable unification, de celles où les conjoints ne forment plus qu'un seul corps et une seule âme. Il ne s'agit même pas d'un honnête mariage d'amour, fondé sur un accord même illusoire et passager, mais d'un sordide mariage d'intérêt où chacun des contractants entend bien conserver son individualité et ses intérêts personnels. La preuve, c'est que nos promis ne sont nullement d'accord sur le programme, que cette question (secondaire !) est renvoyée à des discussions « internes » ultérieures, la seule chose qui préoccupe les fiancés étant de fixer par avance et par contrat notorié les « statuts » de leur ménage !

Tout le monde sait comment se terminent ces mariages-là, où chacun cherche d'avance comment il pourra cocufier l'autre et empêcher l'autre de le cocufier. Ils seront cocus tous les deux, en attendant de divorcer... Nous ne parlerions même pas de ce mariage-prostitution si ces Messieurs Dames ne prétendaient construire ainsi le parti révolutionnaire. Leur stupidité et leur hypocrisie égale celle de la morale bourgeoise qui présente le mariage bourgeois comme la quintessence de l'amour et de l'union des corps et des âmes. Merde alors !

Nous félicitons néanmoins les heureux promis, car nous pensons comme eux que leur mariage contribuera à la nécessaire clarification, mais a contrario. Les scènes de ménage, la vaisselle cassée et les cornes montreront aux prolétaires d'avant-garde que le parti révolutionnaire ne peut se constituer que de façon UNITAIRE, sur la base du PROGRAMME COMMUNISTE.

Creux et sonore: le P.S.U.

Par un dosage subtil de démagogie de gauche et de technocratie rassurante, le P. S. U. s'est constitué une certaine audience. Certains y voient le prototype du parti révolutionnaire, d'autres sont séduits par ses analyses « structurelles » et platement réformistes de la société bourgeoise. La coexistence de visions aussi éloignées au sein de ce parti, qui le condamnerait à l'impuissance s'il se fixait clairement un but révolutionnaire et se donnait les moyens de l'atteindre, lui sert au contraire de titre de gloire. Michel Rocard déclare en effet : « A quiconque critique le P. S. U. en invoquant son hétérogénéité, je répondrai toujours : décidément vous défendez le modèle stalinien de parti, je défends au contraire le droit du P. S. U. à être un parti hétérogène et content de l'être. » ("Le P. S. U. et l'avenir du socialisme de la France", pp. 77-78).

La théorie du « creuset »

« Parti hétérogène et content de l'être », le P. S. U. est en effet le « creuset » dans lequel des influences sociales, politiques et même religieuses diverses viennent se fondre. Le chapitre IX du livre de Rocard s'intitule d'ailleurs « réconciliateur de traditions ». Après y avoir souligné qu'une bonne moitié du P. S. U. est catholique, Rocard tient un raisonnement qui ressemble bien à un sophisme : « je crois important de se souvenir que tous les communistes italiens sont baptisés, vont à vêpres avec leurs femmes et leurs enfants et font leur communion sans problème. Il n'y a ni juifs ni protestants en Italie, ou très peu. Le modèle culturel et confessionnel est le même. On se bat entre soi dans une société bien équilibrée qui n'a d'autres conflits graves que politiques... ». Cette « homogénéité » dans le confort d'une des formes de l'idéologie bourgeoise n'a pas l'air de gêner beaucoup le champion de l'hétérogénéité du parti ! Au contraire, il se réjouit de l'équilibre de cette société où seuls sont graves les conflits politiques ; gravité qui ne doit pas aller jusqu'à remettre en question l'équilibre, n'est-ce pas M. Rocard ? Non bien sûr ! La poli-

tique, pour le P. S. U., c'est le grand débat démocratique et pacifique. Il se prend à regretter qu'en France « pays à majorité catholique, la Gauche française a eu des directions qui ne représentaient qu'une somme de personnalités ou de courants juifs, protestants ou athées. C'est à dire minoritaires. » (p. 115). Autrement dit, être catholique n'est pas incompatible avec être socialiste, par contre ne pas être catholique dans un pays où la majorité appartient à cette religion, devient le handicap majeur du socialisme conçu comme l'unanimité culturelle nationale ! Il faudrait que M. Rocard précise sa pensée et nous dise si la caractéristique essentielle du marxisme est d'avoir été conçu par un « juif allemand » !

En vérité, on ne peut être à la fois partisan d'une théorie transcendante et du matérialisme historique et tant pis, ou plutôt tant mieux, si les communistes doivent pour cela s'exclure de la communauté nationale !

Une autre « fusion » se réalise dans le « creuset » du P. S. U. : celle des technocrates et du socialisme : « Là aussi se pose le problème de vivre ensemble, de savoir donc faire coller des affiches aux technocrates et de faire accepter des conclusions techniques à une base qui ne l'est pas. » (p. 118).

Après sa « rédemption », le technocrate peut communiquer son lumineux message à une base avide de lumière... L'en-nui est que, tout technocrate qu'on soit, on n'invente pas les leçons de la lutte des classes ; ce que nous appelons le programme communiste n'a rien à voir avec des « conclusions techniques », car le seul problème « technique » qui se pose à nous est de rassembler les forces nécessaires à un but qui, lui, n'est pas d'ordre technique mais politique et social : la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

La vision du P. S. U. est aux antipodes de celle-là. Rocard ajoute : « il n'y a pas de perspectives pour le socialisme si, d'une part, une fraction importante de techniciens sérieux (sic) ne bascule vers

(Suite en page 4)

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure, non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au "prolétaire".

Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :

il programma comunista
journal bi-mensuel

et
il sindacato rosso
mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au "prolétaire"

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLETAIRE "
 Organe du Parti Communiste International

N° 18 — 18 janvier - 14 février 1971

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

Non aux contrats, vive la lutte !

Que le contrat S.N.C.F. soit signé ou non, peu importe. De toutes façons, ce suspense (ainsi que les réserves ultérieures et les discussions sans fin sur la « masse salariale ») n'est jamais qu'une scène de plus à la comédie que jouent les directions syndicales afin de faire passer leur misérable compromis entre les intérêts véritables des patrons et les intérêts négligés des ouvriers pour une grande victoire arrachée à la Direction après une « lutte acharnée » ... menée à coups de déclarations aux journaux.

Voyons donc quels « immenses » avantages ce fameux contrat apportera aux employés de la S. N. C. F. :

— Une augmentation de 6 % du salaire de base. Mais la hausse des prix prévue pour 1971 est presque égale. Et comme l'augmentation du salaire sera répartie en quatre fois au cours de l'année, elle ne fera que suivre la hausse générale des prix. Ce qui signifie qu'au mieux le pouvoir d'achat restera inchangé. Bien sûr, il n'aura pas diminué, mais peut-on appeler cela une victoire alors que les salaires sont loin de permettre la satisfaction des besoins essentiels des travailleurs ?

— Une augmentation de 4 % des retraites, qui sera bien vite rattrapée par la hausse des prix, alors que les pensions des retraités sont plus que misérables !

— Enfin, la troisième des plus importantes « victoires » est la diminution d'une heure de la semaine de travail, qui portera celle-ci à 42 heures (alors que la loi sur les 40 heures date de 1936 !). Et surtout, cette diminution du temps de travail n'aura lieu qu'en septembre 1971 (le patronat l'acceptait pour décembre, les dirigeants de la C.G.T. l'exigeaient pour janvier 1971 ; l'accord s'est fait sur septembre pour ne pas trop déranger la Direction : on profitera du passage des horaires d'été aux horaires d'hiver !).

Reste la fameuse clause de l'échelle mobile, qui doit, selon l' " Humanité ", « garantir la progression du pouvoir d'achat ». C'est évidemment faux. L'échelle mobile (augmentation automatique du salaire si la hausse des prix dépasse un certain pourcentage) ne peut garantir que le maintien du salaire réel (c'est-à-dire du pouvoir d'achat ou quantité de marchandises que le salaire permet d'acheter) à son niveau précédent, malgré la hausse du salaire nominal (salaire exprimé en argent).

Cette revendication si ingénieuse du syndicat, l' " Humanité " remarque qu'elle est de mieux en mieux acceptée par le patronat, et nous fournit même l'explication de ce fait : « Ce nouveau courant de pensée » patronale est dû à la « flexion » qui s'est développée depuis deux ans et qui conduit à l'impossibilité, sauf à prendre des risques d'explosions sociales, de ne pas tenir compte — en période d'inflation générale comme celle que vit l'Occident — de l'évolution du coût de la vie dans la

» détermination des rémunérations » (article du journal bourgeois " Les Echos " cité sans commentaires par l' " Humanité "). Dit plus simplement, cela signifie que les hausses des prix non suivies de hausses de salaires sont bien ressenties par les ouvriers comme des baisses de leur pouvoir d'achat et les poussent donc à revendiquer sans cesse ; le patronat a trouvé dans l'échelle mobile un moyen d'éviter, en déboursant toujours la même part pour les salaires (en renonçant partiellement à profiter de ce vol indirect sur les salaires que lui procure la hausse des prix), les pertes plus graves que lui feraient subir des grèves. Bien plus, l'échelle mobile a aussi l'avantage de faire pénétrer chez les ouvriers l'illusion que leur niveau de vie pourrait indéfiniment s'améliorer sans qu'ils aient pour cela la moindre lutte à mener. Le patron, garanti par l'autorité de l'Etat et guidé par les syndicats, y pourvoiera.

Et cela, pour les opportunistes du P.C.F. comme pour ceux de la C.G.T., ne peut être qu'un motif de réjouissance : enfin les patrons ont compris qu'ils trouvaient dans l'intervention du syndicat les mêmes avantages que les ouvriers. Car c'est là l'aspiration suprême de l'opportunisme : concilier les intérêts de tous dans l'intérêt supérieur de la Nation (ou plutôt de l'économie nationale). Bien entendu, l'intérêt supérieur de l'économie nationale exige que tout se passe toujours dans l'ordre. Aussi le principal souci des directions syndicales est-il d'éviter au maximum les conflits sociaux. Leur rôle est de connaître les concessions que doivent faire les patrons pour apaiser les ouvriers, comme le dit si bien M. Ségué : « Le seul moyen qu'ont les patrons et le gouvernement de prévenir les manifestations de mécontentement est de se prêter aux négociations constructives (de quoi ?) que nous leur proposons. »

A ce syndicalisme de collaboration de classe — qui n'a plus de syndicat que le nom — incapable, tant est grande sa peur des moindres mouvements ouvriers, de mener un semblant de lutte réelle, à son idéal de contrats gentiment négociés entre des partenaires sociaux débordant de compréhension mutuelle, et surtout à sa vision d'un salariat éternel dans lequel l'ouvrier respectueux pourra espérer, à force de « concertation », améliorer progressivement

son sort grâce à des « conquêtes »... aussi dérisoires que celles du contrat S. N. C. F., les ouvriers sauront, quand la pression du capital deviendra plus forte, opposer leur propre façon de concevoir et de mener la lutte :

— d'abord, réclamer ce qui est nécessaire à leur vie et non ce qui est compatible avec la bonne marche des affaires : une diminution de la journée de travail qui leur donne vraiment plus de repos, une augmentation substantielle des salaires, qui leur permette notamment de ne plus recourir aux heures supplémentaires pour pouvoir vivre ;

— ensuite, se donner les moyens de faire aboutir ces revendications, et il n'y a qu'un moyen de faire pression sur le patronat, c'est la grève, parce qu'elle l'empêche d'atteindre son seul but : le profit.

Et si au terme de la lutte les ouvriers s'aperçoivent que l'économie capitaliste ne peut et ne pourra jamais satisfaire leurs revendications vitales, ils redécouvriront que la lutte syndicale doit nécessairement trouver son prolongement dans la lutte politique pour la révolution socialiste, ils redécouvriront ce que Marx affirmait déjà en 1865 au Congrès de l'Association générale des travailleurs (Première Internationale) : « La tenue générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le salaire normal moyen, mais de l'abaisser. Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. » Ils manquent en partie leur

(Suite page 3)

FORMATION PROFESSIONNELLE ET... DÉQUALIFICATION

La bourgeoisie a toujours prétendu que la classe ouvrière devait attendre son salut du développement sans entraves de la production capitaliste, d'une part, et de la « culture », de l'éducation, de l'enseignement, bref, de l'accumulation des capacités individuelles, de l'autre. La source principale de la misère sociale serait donc l'ignorance.

Cette illusion empoisonnée d'une issue individuelle à l'exploitation collective, qui développe chez les ouvriers l'arrivisme social et entrave leur prise de conscience révolutionnaire, a trouvé de fermes défenseurs au sein même du mouvement ouvrier. Chez ses prétendus dirigeants qui prônent la défense de la production nationale, l'expansion industrielle, d'une part, et la « formation professionnelle » de l'autre. Si la première de ces illusions s'est vue continuellement infirmée dès la naissance du capitalisme par l'accentuation, l'approfondissement, l'élargissement des crises de surproduction, la deuxième malgré la persistance de ses défenseurs, n'a guère plus été confirmée par les faits. Et son dernier démenti est apporté par une étude de l'I.N.S.E.E. que cite le journal " Le Monde " du 19 décembre 1970.

On peut y lire : « Quant au niveau de formation, il est certes plus élevé qu'en 1962... Le développement de la scolarisation a entraîné d'abord une diminution du nombre des jeunes non diplômés : 33 % en 1968 au lieu de 43 % six ans plus tôt. De même, davantage de jeunes avaient un C.A.P. : 19 % au lieu de 11,8 % en 1962 ».

Le nombre de diplômés et de « formés professionnellement » est donc plus élevé en 1968 qu'en 1962. Et d'après les idéologues de la conservation sociale, ceci aurait dû entraîner une amélioration matérielle pour ces jeunes « élus ». OR, IL N'EN EST RIEN !

D'après l'étude citée un jeune a en effet moins de chances en 1968 d'occuper un poste qualifié qu'en 1962 : avec un baccalauréat, il avait, en 1962, 74 % de chances d'être un cadre moyen, contre 60 % en 1968. Avec un C.A.P. il avait 69 % de « chances » d'être ouvrier qualifié en 1962 ; il n'en a plus que 60 % en 1968.

Ces chiffres suffisent à démontrer l'inanité de la « grande solution » de l'opportunisme à la misère de la classe ouvrière et à la défense même des intérêts de catégorie de l'aristocratie ouvrière, dont ce courant politique est l'expression.

Le communisme a toujours dénoncé les illusions meurtrières de la petite bourgeoisie, opposant à sa vision idyllique (mais fautive) d'un capitalisme perfectible, celle (confirmée par les faits) de la crise économique et sociale inéluctable que connaît cette société. La misère sociale n'a nullement pour cause le manque de « formation professionnelle », mais est bien au contraire le produit direct du mode de production capitaliste. A l'issue individuelle, le communisme oppose la libération collective de la classe ouvrière. A la perspective affaiblissante de la formation professionnelle, celle de la formation des bataillons révolutionnaires.

En Angleterre :

Grève avortée des électriciens

Le 15 décembre dernier, au cours d'un déjeuner offert à quelques plumeux bourgeois, les dirigeants de la C. G. T. ont clairement affirmé qu'ils n'entendaient pas provoquer des coupures de courant au plus fort de l'hiver, et que plus généralement ils feraient tout pour éviter de dresser l'opinion publique contre les travailleurs en grève dans un secteur névralgique.

Le dimanche précédent cette déclaration rassurante pour le bon public, les représentants officiels des 4 syndicats d'électriciens britanniques acceptaient de mettre un terme au mouvement de grève du zèle et des heures supplémentaires déclenché une dizaine de jours auparavant, en dehors d'eux, par les ouvriers des centrales électriques. La grève était brisée au nom de l'intérêt du public et de celui de la nation, et la C. G. T. à Paris ne pouvait donc que souscrire aux impératifs énoncés outre-Manche.

Entraînant des coupures de courant dans tous les secteurs, la grève en Angleterre avait gêné sérieusement l'activité industrielle et commerciale, vive en décembre, et qui fournit l'occasion aux spécialistes en économie de prédire la fin de la courbe descendante du vieux capitalisme anglais.

C'est par conséquent au nom de l'intérêt public et de l'économie nationale que les dirigeants syndicaux acceptèrent, après quelques contorsions, de se soumettre ainsi d'avance aux recommandations d'une commission d'enquête — elles ne seront connues qu'après le début de l'année — et ordonnèrent la reprise inconditionnelle du travail. Ou plutôt, la reprise du travail signifiait l'accord tacite des directions « ouvrières » pour fixer le montant de l'augmentation de salaire en fonction de l'intérêt général de la classe ouvrière anglaise, menacée depuis longtemps par les stigmates d'une crise endémique dont l'aspect le plus récent est une inflation galopante, la plus forte d'Europe en 1970.

La grève elle-même a une trop longue histoire pour qu'on puisse en citer ici les principales péripéties, mais en bref, il suffit de rappeler que la demande

de réajustement de 25 % de leurs salaires de base n'aurait eu pour autre résultat que de remettre les ouvriers des centrales nationales à parité de gain avec leurs camarades du secteur privé. Depuis 1964, en effet, année où les travaillistes anglais revenus en force au pouvoir avaient assigné aux prolétaires anglais pour tâche immédiate la construction de l'Angleterre de l'an 2000 (la société nouvelle de Chaban Delmas!) les électriciens avaient été enfermés dans un système infernal où toute augmentation de salaire n'était accordée qu'au prix d'une productivité accrue et d'une réduction correspondante du personnel.

Bernés ainsi pendant des années par les travaillistes au nom de la réussite d'une politique de restriction volontaire des revenus et des prix, après l'avoir été au nom de l'impératif d'un comportement conscient et réaliste devant les difficultés de la livre sterling, les ouvriers anglais de l'électricité se sont vus ces dernières semaines isolés, par les conservateurs cette fois, du reste du prolétariat et de l'ensemble de la population, pour être mieux écrasés. La presse, la radio, la télé les représentant comme des meurtriers d'enfants, de vieillards, de malades pour les désigner à la vindicte d'une opinion publique prompt à cristalliser sur une catégorie précise un mécontentement grandissant.

Trahis comme d'habitude par leurs dirigeants syndicaux heureux d'en finir au plus vite, avant que les mouvements de solidarité, en germe déjà dans d'autres secteurs ouvriers, ne se produisent, exposés à la haine ouverte des chiens de garde réformistes et conservateurs du Capital, les prolétaires de l'électricité ont expérimenté à cette occasion une forme de violence directe. Désormais totalement impuissante à céder à la moindre revendication de salaire, la bourgeoisie britannique fait flèche de tout bois. Il ne s'agit plus pour elle de composer,

(Suite page 3)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : les samedis 23 janvier et 6 février, de 15 à 19 heures, et les dimanches 31 janvier et 14 février, de 10 à 12 heures, au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), Métro Gobelins.
- A MARSEILLE : les samedis 23 janvier et 6 février, de 15 à 19 heures, au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne d'Orves (4^e étage).

Les ouvriers de Pologne viennent de rappeler que la lutte des classes mène à la dictature du prolétariat

En luttant contre les mensonges hypocrites de la bourgeoisie selon laquelle le sort de la classe ouvrière peut être amélioré grâce aux progrès de la démocratie, le communisme révolutionnaire, avec Marx et Lénine, a toujours affirmé que le prolétariat ne pouvait s'émanciper qu'en détruisant l'Etat bourgeois et en instaurant sa propre dictature pour briser les rapports sociaux qui sont la cause de son exploitation, du chômage, des crises et des guerres, c'est-à-dire le marché, le capital, le salaire, le profit, et qu'une fois seulement détruits ces rapports, les classes disparaîtront et avec elles la nécessité de l'Etat, qui n'a jamais été autre chose qu'une trique aux mains des classes dominantes.

Il a fallu la plus formidable contre-révolution de l'Histoire pour que les faux « communistes » d'aujourd'hui, qui n'ont plus rien à voir avec la glorieuse tradition d'Octobre, puissent faire croire au prolétariat battu, meurtri et rendu impuissant, que son émancipation était compatible avec le maintien du marché, du capital et du salaire, et possible avec la démocratie, montrant ainsi qu'ils sont les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers. Ces « communistes » officiels redoublent d'efforts, au moment où le capital dresse de nouveau contre lui la classe ouvrière encore en rangs tout à fait dispersés, pour la convaincre d'une part, que le socialisme peut être instauré pacifiquement, par exemple, avec l'ensemble des partis de gauche (c'est la « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme »), et que d'autre part, le prolétariat n'a plus à craindre aujourd'hui que la réaction internationale provoque, comme dans la Russie d'Octobre, la guerre civile, car l'impérialisme serait paralysé par la puissance du prétendu « camp socialiste ». Aussi n'a-t-on pas manqué récemment de montrer l'exemple du Chili comme la « voie royale » de la Révolution. En conclusion, plus besoin des armes pour prendre

le pouvoir, plus besoin de la dictature pour le détenir : l'émancipation de la classe ouvrière ne serait plus une question de force, mais une simple question de tact électoral !

La magnifique lutte des prolétaires de Pologne vient apporter un cruel démenti à cette vision tumeuse qui n'est qu'un rêve de boutique de la politique et qui détourne la lutte de classe du prolétariat de ses véritables objectifs. Les émeutes de Pologne viennent en effet démontrer encore, et cette fois avec la plus grande clarté, que la lutte ouvrière est provoquée par les mécanismes de l'économie fondée sur le marché et le salariat (fussent-ils « socialistes ») et le capital (fut-il d'Etat) et que cette lutte existera tant que ces rapports ne seront pas détruits. L'Etat polonais s'est d'ailleurs chargé de donner la seule réponse que sache donner l'Etat du capital lorsque les luttes ouvrières sortent de la légalité bourgeoise (fut-elle baptisée socialiste) : la mitraille ! C'est pour cela que l'émancipation du prolétariat exige la destruction de l'Etat avec son cortège de bureaucrates, de policiers, d'armées et de parlements.

Evidemment, si le socialisme n'était que la nationalisation démocratique, point ne serait besoin de révolution, comme ce fut le cas dans la Pologne de l'après-guerre, où le « socialisme » fut instauré par une coalition gouvernementale. Mais s'il s'agit, comme l'affirme le marxisme, d'abattre l'Etat du capital pour instaurer la dictature prolétarienne, seule capable de détruire les rapports capitalistes de production, alors « les voies » au socialisme ne sont ni pacifiques, ni démocratiques, ni parlementaires !

Le deuxième pilier de la « démocratie avancée » est l'existence du « camp socialiste » dirigé par la Russie, « phare de la révolution » : il a été lui aussi complètement démoli par les événements récents. Il de-

vait, paraît-il, s'étendre et se renforcer ; or, il s'est coupé en plusieurs morceaux hostiles. Il devait concurrencer, par la supériorité du « modèle socialiste », le camp occidental : or, l'ouverture des marchés de l'Est a montré la forfanterie d'une telle prétention ; au lieu de concurrencer victorieusement le camp occidental, c'est le « camp socialiste » qui est battu puisqu'il est obligé d'ouvrir ses frontières aux marchandises et aux capitaux occidentaux. Comment la Russie paralyserait-elle l'impérialisme, alors que la récente intervention en Tchécoslovaquie montre, s'il fallait une preuve supplémentaire, qu'elle est elle-même un Etat impérialiste ! Comment le

« camp socialiste » aiderait-il la lutte prolétarienne en Occident alors qu'il sait la réprimer chez lui avec le plus grand cynisme comme le montre la Pologne ?

Tous les faits récents confirment la leçon révolutionnaire que le communisme a depuis longtemps fait sienne : le prolétariat a le besoin impérieux de la dictature armée pour défendre la Révolution et la faire triompher à l'échelle internationale, condition sans laquelle il ne peut s'en servir pour détruire les rapports bourgeois de production.

A l'heure où se termine la période de prospérité bourgeoise et où les premiers signes de la

crise qui mûrit lentement appellent la reprise des luttes ouvrières, quand celles d'Argentine répondent à celles de Scandinavie, celles d'Amérique à celles de la vieille Europe décadente, le prolétariat de Pologne apporte sa contribution générale à la lutte internationale de la classe ouvrière, venant confirmer le fait que cette lutte n'est pas nationale, mais mondiale, qu'elle ne peut être éternellement enfermée dans les fausses alternatives : « camp socialiste » ou camp capitaliste, démocratie ou fascisme, mais qu'elle s'attaquera nécessairement à l'Etat du capital, quelle qu'en soit la forme : démocratique, fasciste ou soi-disant socialiste.

Vive la lutte anti-hiérarchique de Férodo

L'usine Férodo, de Condé-sur-Noireau, a réussi à augmenter en un an le rendement à l'heure de 60 % (pour les ouvriers travaillant au détalonnage des garnitures de freins) ; en deux ans, les cadences ont été multipliées par 2 (marquage des disques d'embrayage), et le tout sans augmentation de salaires ! Depuis plusieurs semaines, les syndicats (C.G.T. et C.F.D.T.) essaient de négocier avec la direction de l'usine une diminution des cadences, mais en vain.

Il est vrai que pour ces syndicats, apôtres de la démocratie, seules les discussions très courtoises avec nos patrons peuvent permettre l'obtention de nos revendications !...

Il est normal que devant cette nouvelle faille des organisations syndicales, les ouvriers puissent être poussés à bout, et que leur combativité s'exerce d'une façon tout à fait brutale et se transforme en une lutte individuelle contre les représentants directs des patrons que sont les cadres supérieurs. Si après avoir insulté son chef un ouvrier est licencié et que ce licenciement entraîne la grève de tous ses camarades de l'usine (plus de 3000) et la séquestration des cadres supérieurs, nous pouvons en tirer quatre leçons.

La première, que nous saurons très haut, est la tentative de la part des ouvriers de Férodo, de lutter d'une façon autonome ; la seconde, est que cette lutte était dirigée contre les gardes-chiourmes du Capital que sont les cadres supérieurs et les agents de maîtrise : cela infirme tout à fait la soi-disant communauté d'intérêts de la classe ouvrière avec les cadres supérieurs ;

La troisième est qu'une fois de plus le syndicat a failli à sa tâche en laissant aux ouvriers inorganisés l'initiative du mouvement, qui ne pouvait que conduire à cette forme de lutte ; la quatrième, l'absolue nécessité pour la classe ouvrière de reprendre en mains son syndicat, la C.G.T. en en

chassant la direction actuelle qui n'a d'autre fonction que celle de négocier avec les patrons pour « améliorer les rapports entre employeurs et salariés » (sic).

D'autre part, pour que la Direction actuelle de la C.G.T. parle d'ouvrier injustement licencié, c'est que pour elle il y en a qui le sont « justement » ! et de son propre aveu ces « hooligans » là sont ceux qui cassent les machines : « Il y a des ouvriers que nous ne défendons jamais, ce sont ceux qui cassent les machines, dont nous voulons être les propriétaires » (Marchais, réunion publique à Paris). A cela le communisme révolutionnaire répond que le

syndicat de classe doit défendre ces ouvriers-là en priorité, car ce sont ceux qui ressentent le plus violemment l'exploitation du Capital. La révolution communiste cassera elle aussi des machines !

A la guerre comme à la guerre ! Nous garderons les machines quand elles seront au service direct de la révolution communiste.

La Direction de la C. G. T. a dit une fois de plus « qu'il y a un fossé qui sépare les partenaires sociaux, à cause du manque de négociations entre directions et syndicats » et « qu'on aurait pu trouver une solution si la direction avait bien voulu informer et consulter les représentants du personnel, avant d'amorcer brutalement les mesures de licenciements », prouvant par là que son seul objectif est d'obtenir la paix entre patrons et ouvriers.

Nous espérons que les ouvriers de Férodo auront compris quel rôle joue la C. G. T. en voulant lier les revendications ouvrières à celles des cadres !

Non aux contrats, vive la lutte !

(Suite de la page 2)

» but dès qu'ils font un emploi » peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches » contre les effets du régime existant, au lieu de travailler » en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme » d'un levier pour l'émancipa-

» tion définitive de la classe » travailleuse, c'est-à-dire pour » l'abolition définitive du salariat. Il faut que les ouvriers comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », ils doivent écrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du » salariat ».

Correspondants Ouvriers,

Les lecteurs de " Syndicat de classe " et du " prolétaire " qui auraient des informations à nous communiquer sur la vie de leur entreprise ou sur des épisodes de la lutte ouvrière sont priés de nous les envoyer à l'adresse du journal.

La correspondance avec le journal prolétarien est déjà un acte de lutte !

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANCON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAYRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au " PROLETAIRE ", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

Les fondements du communisme révolutionnaire

Cette brochure ronéotypée de 56 pages reprend le compte rendu d'une réunion générale de notre Parti, paru dans le N° 1 du " Programme communiste ", aujourd'hui épuisé. Le texte est articulé en trois parties principales :

- Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste.
- Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire.
- La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les " socialistes d'entreprise ".

Commandes au " prolétaire ". Prix : 3 F.

En Angleterre : grève avortée des électriciens

(Suite de la page 2)

de négocier : traquée sur le marché international, elle n'a plus d'autre ressource, comme témoigne la loi de répression démocratique des grèves illégales en projet, que de plier tous les ouvriers à une exploitation forcée. En cas de révolte, elle accuse, comme aujourd'hui, les ouvriers en grève du crime de lèse-public, pour pouvoir demain les accuser de rébellion contre l'Etat et les jeter dans les prisons démocratiques.

Dans les années 60, les ouvriers de l'E. D. F. anglaise ont créé, en dehors de leurs syndicats, des comités de militants d'ateliers pour mieux dé-

fendre leur catégorie défavorisée. Bien que le lien entre ces comités ait été mal défini en période de « paix sociale », l'action sur le plan local en a été permanente et a joué un rôle important dans la récente grève.

S'il manquait jusqu'à présent à de tel militants, comme à tant d'autres en Angleterre, une vision d'ensemble du lien indispensable entre la lutte économique et une lutte politique, la situation qui s'ouvre ne manquera pas de les y pousser. Un tel lien ne sera solidement noué que par l'existence d'un parti révolutionnaire international qui pose clairement les buts et les moyens finaux de la révolution prolétarienne mondiale.

REUNION PUBLIQUE A LYON
LE MERCREDI 27 JANVIER A 20 HEURES
BRASSERIE DE L'ETOILE
1, Cours Gambetta
QU'EST-CE QUE LE FASCISME ?

Creux et sonore : le P. S. U.

(Suite de la 1^{re} page)

» le socialisme et si, d'autre part, les forces socialistes ne disposent pas de moyens de faire fonctionner l'appareil d'Etat » (p.116). Pour admettre que les « techniciens » du capitalisme aient le rôle déterminant à jouer dans le socialisme, il faut avoir une vision du second bien proche du premier : c'est bien le cas du P. S. U. comme nous le montrerons plus loin.

La troisième « réconciliation » au sein du P. S. U. est la plus révélatrice de son caractère : « Et nous voici aux prises avec une troisième synthèse à effectuer. La France a dûment payé la division ouvrière de 1920... ». Et voilà ! L'opposition entre social-démocratie et communisme va nous être présentée comme une simple divergence tactique : « Qu'est-ce que signifie cette division ouvrière ? C'est un partage, non sur les objectifs du socialisme (...), mais sur les moyens de le faire triompher. » (p. 117). Ainsi l'œuvre essentielle de Lénine et du bolchévisme, que notre parti appuya de toutes ses forces, c'est-à-dire précisément la *délimitation complète* d'avec les social-traitres à « couté cher à la France » !

Notre vœu de l'époque était qu'elle lui coûtât la vie et avec elle à toutes les nations, pour que s'élève sur leurs ruines la dictature mondiale du prolétariat ! Malheureusement, cette perspective ne s'est pas réalisée et la troisième Internationale

a sombré plus bas encore que la deuxième. Il n'est pas surprenant que M. Rocard prenne précisément les étapes de sa dégénérescence, qui, en France, ont nom Front populaire, Résistance, Libération, pour exemples des hauts faits du mouvement ouvrier français. Tout au plus Rocard constate que tout cela aurait été bien plus réussi si cette maudite division n'avait jamais eu lieu : « Résultat pratique : faiblesse de tous les gouvernements sociaux-démocrates, insuffisance de l'expérience du Front populaire, ratage de la Libération, ratage surtout du gouvernement de Front républicain de 1956. » (p. 117).

Pour nous, le Front populaire a été suffisant pour jeter la classe ouvrière dans la guerre,

La mystique démocratique

Bien qu'il la partage avec les autres partis bougeois et même la plupart des « gauchistes », le P. S. U. a poussé la mystique démocratique à de tels sommets qu'il nous faut nous y arrêter. C'est sans doute la critique que ce parti fait du stalinisme qui l'illustre le mieux. Face au « socialisme » à la mode russe, celui que nous propose le P.S.U. retrouve tout naturellement les formes idéales de la démocratie bourgeoise. Voyons donc les remèdes au stalinisme que nous propose Rocard : « Le premier » consiste à diminuer le rôle du pouvoir central de l'Etat. Le fait est que nous refusons la conception d'un appareil éco-

la Libération n'a pas été ratée pour tout le monde, en tout cas pas pour les bourgeois et leurs ministres communistes, quant au Front républicain, on se demande si Rocard place au rang des titres de gloire du mouvement ouvrier français l'intervention de Suez... En fait de creuset, le P. S. U. est une poubelle où se rassemblent les scories du stalinisme et de la social-démocratie.

A la recette du cocktail politique nous opposerons toujours l'homogénéité de l'organisation révolutionnaire qui réalise autour de l'acceptation du programme la synthèse effective entre les générations, entre les manuels et les intellectuels, qui dépassent leurs origines diverses pour devenir simplement des communistes !

« mandé par le centre, que nous nous prononçons pour une planification souple et surtout pour un rôle considérable des conseils d'auto-gestion ou des conseils d'ouvriers dans les entreprises. » Notons que Rocard parle d'Etat en général. Or, tant en ce qui concerne la planification qu'en ce qui concerne les formes de gestion, il n'est pas indifférent qu'il s'agisse de l'Etat bourgeois ou au contraire de l'Etat prolétarien... Ce qui ressort de cette ambiguïté, c'est que le P. S. U. vise un changement de gouvernement et non une transformation révolutionnaire.

La méthode est toujours la même : incompréhension de

la contre-révolution stalinienne, assimilation stalinisme-léninisme, puis critique « radicale » de l'amalgame ainsi formé. « Effectivement, nous avons refusé explicitement le terme de dictature du prolétariat » à cause de sa variante stalinienne, c'est sûr. Mais je crois que le raffinement qui consiste à distinguer entre Lénine et Staline est un peu illusoire dans la mesure où les fondements de ce qui allait se passer étaient tout de même acquis sous Lénine, si j'en crois Rosa Luxembourg qui a écrit sur le sujet des choses pertinentes. » Le raffinement qui consiste à distinguer Lénine de Staline a dû échapper aux milliers de militants de l'opposition de Gauche, massacrés pour ne pas avoir vu la continuité que M. Rocard découvre à la suite de tous les chantres de la démocratie. Donc le P.S.U. rejette le terme de dictature pour lui préférer celui d'hégémonie du prolétariat, moins suspect de totalitarisme...

Voyons quel est le contenu de cette « hégémonie » : « Le problème est de créer un système où le pouvoir des travailleurs productifs soit dominant et non pas celui des détenteurs des moyens de production et d'échange. » (p. 66). Le problème, pour nous, c'est qu'il n'y ait plus de détenteurs privés ou étatiques des moyens de production et d'échange, pour la simple raison que tant que subsiste l'échange et la production marchande on ne saurait parler de socialisme. De même, parler de « travailleurs productifs » sous-entend le maintien de la division sociale du travail entre manuels et intellectuels, entre ville et campagne : autant dire que ce que nous décrit Rocard n'est rien d'autre que ce bon vieux système capitaliste. Ou plutôt, c'est le capitalisme plus la « démocratie politique ». A l'époque où l'impérialisme pourrissant découvre de plus en plus le vide des formules libérales et démocratiques voilà qui montre à quel point l'incompréhension du bourgeois face à son propre système peut être grande.

Le crétinisme démocratique éclate à un autre niveau : celui des contradictions qui peuvent surgir au sein même des partis. Si elles sont le reflet de luttes réelles se déroulant dans la société, il est évident que le mécanisme démocratique est impuissant à les trancher. Il nous faut revenir au cas du parti bolchévique car c'est sur son histoire que se fonde Rocard pour critiquer toute la conception communiste du rôle du parti et de l'Etat prolétariens.

Tout d'abord, nous affirmons que les aspects barbares que l'élimination de l'opposition trotskyste a pris en Russie ne doit pas cacher que le stalinisme s'est servi du mécanisme démocratique pour triompher. Nous avons déjà développé ce point de vue dans notre presse. Il nous suffira ici de rappeler que c'est grâce à l'entrée massive dans le parti bolchévique de milliers d'analphabètes politiques que la vieille garde bolchévique s'est vue évincée, puis, quelques années plus tard liquidée physiquement. Toute tentative de critique « démocratique » du stalinisme est condamnée à stigmatiser les méthodes policières de la dictature de Staline sans s'interroger sur la nature de classe de cette dictature. Il reste un pas

à franchir, que Rocard s'empresse de faire, pour « découvrir » la continuité entre stalinisme et léninisme et le tour est joué.

Le « centre » stalinien est tout autre chose que la déformation « bureaucratique » chère aux trotskistes et que le P.S.U. reprend à son compte ; c'est l'expression politique de forces sociales liées au développement et à l'accumulation du capital en Russie et encouragées par les défaites de la révolution internationale. L'antagonisme entre ces forces et l'opposition de gauche était bel et bien un antagonisme de classes.

Or Rocard écrit : « La liberté d'expression ne peut être que totale pour tous les courants, qu'ils pensent. Il n'y a pas de compromis possible là-dessus, sinon on passe assez vite de la notion d'adversaires de droite à celle d'adversaires au sein même du parti, c'est bien connu. »

Autant dire qu'avec la pluralité des partis on aurait fait l'économie des luttes au sein du parti bolchévique. Faisons crédit à Rocard sur un point : au lieu de se dérouler dans le parti bolchévique les luttes auraient pu opposer plusieurs partis. La défaite des internationalistes n'en aurait pas été évitée pour autant : le stalinisme aurait exterminé un parti au lieu d'exterminer une fraction ; le résultat aurait été identique. Au demeurant, l'issue de cette lutte importe peu au démocrate, la distinction entre les camps en présence est du « raffinement », ce qui l'intéresse, c'est d'utiliser les crimes du capital pour tenter de discréditer le point cardinal de notre doctrine, qui est la nécessité pour le prolétariat de s'affirmer dictatoirement à travers un parti unique, totalitaire, antidémocratique.

Ce parti ne saurait être une sorte de parlement miniature où toutes les opinions sur le programme et la tactique s'exprimeraient « démocratiquement » comme le pense Rocard : « Je serais malheureux d'une unanimité qui deviendrait répétitive. Ce serait très mal-sain. Parce que si nous nous mettions à avoir des votes unanimes nous y prendrions goût et finirions par incriminer tout comportement de rupture. Ce serait très mauvais. » (p. 78).

En fait, le recours aux procédés démocratiques n'est pas une méthode de fusion, mais au contraire de rupture. Si la divergence porte sur les points fondamentaux de la doctrine ou de la tactique, la survie du parti en tant que parti communiste peut même dépendre d'une scission. L'incompréhension que le P. S. U. manifeste de la scission de Tours comme des luttes au sein du parti Bolchévique viennent du fait que dans un parti « sans programme a priori », comme il s'intitule, le mécanisme démocratique est au contraire un lubrifiant et même le seul ciment d'une organisation qui regroupe des gens de toutes opinions, dont le seul point d'accord est... qu'ils pourront continuer à défendre librement ce qu'ils pensaient avant d'entrer au P. S. U. !

(A suivre)

La démocratie Angleterre à l'école du fascisme

(Suite de la 1^{re} page)

pital. La prospérité du deuxième après-guerre naquit sur cette double base. Les coryphées de la classe dominante et les ronds de cuir de l'opportunisme se réjouirent : les prévisions catastrophiques du « docteur en terreur rouge » (c'est ainsi que Gladstone appelait Marx) étaient démenties à tout jamais ! Aujourd'hui, le spectre réapparaît. C'est une caractéristique de la dialectique historique, bien plus farouchement matérialiste que n'importe quel matérialiste déclaré, que se soit imposé, même au pays classique des « libertés individuelles », la Grande Bretagne, le problème d'un assaut préventif contre toute velléité subversive, ou en tout cas, contre l'indiscipline de la classe ouvrière qui est la seule classe qui produit de la richesse en mesure croissante et qui la produit pour autrui.

Ce fut en effet le capitalisme anglais qui admit les « libertés » industrielles, pour la bonne raison qu'il avait privé la planète entière de sa « liberté » et qu'il jouissait du monopole incontesté du marché mondial. Il fut également le premier à les fouler aux pieds chaque fois que, après avoir perdu ce privilège, les vagues de la récession menaçaient de l'emporter le premier, ou tout au moins de le précipiter plus au fond.

Les Travailleurs ont tenté de le faire par la « persuasion » mais cela n'a pas réussi. Il ne restait plus aux Conservateurs que le recours à la force : après tout, la « liberté » est une « conquête » à défendre et on ne peut rien défendre sans tirer l'épée.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, nous avons dit que la démocratie avait vaincu sur le terrain militaire, mais que sur le terrain politique et social, c'est le fascisme qui l'avait emporté. A la fin, tout se paie ! On sait ce que le gouvernement anglais s'est proposé d'imposer :

— des contrats de travail qui lient les deux parties, exactement comme dans la pratique fasciste ;

— des tribunaux spéciaux pour régler les conflits de

travail, exactement comme dans la pratique fasciste ;

— la possibilité pour ces mêmes tribunaux d'imposer un référendum à bulletin secret, entre tous les adhérents au syndicat, avant de déclencher une grève d'importance nationale (dans ce cas, le fascisme de l'obligation s'allie au jésuitisme démocratique de la « liberté de décision » par le bulletin de vote. La classe dominante est suffisamment matérialiste, malgré ses prétentions contraires, pour savoir que la conscience individuelle est toujours en retard sur les déterminations matérielles et que l'ouvrier isolé, condamné à un dialogue avec sa propre conscience, se pliera toujours à la voix du patron. Il ne le ferait jamais s'il obéissait aux impulsions sûres du ventre collectif) ;

— l'obligation, pour celui qui ne respecte pas la loi, de « dédommager » l'employeur dans la proportion de 60.000 F pour un syndicat qui compte 5.000 adhérents et de 120.000 F pour un syndicat de 100.000 adhérents et plus. Cela est également un moyen aussi, fasciste, sinon plus, de discipliner la grève que d'utiliser la matraque et le poing américain.

Dans le cas des grèves sauvages (celles qui préoccupent le plus ces messieurs, car elles échappent à l'action « auto-disciplinatrice » des Trade-Unions et, si cela ne suffit pas, du parti travailliste), il n'y aura pas de limites au dédommagement et les « organisateurs » (aujourd'hui les « provocateurs » !) répondront personnellement des dommages. On ne prescrit pas de peine. Oh non ! On est trop gentilhomme pour le faire, on se limitera, si les sommes dues ne sont pas versées, à jeter au cachot « pour offense à la justice », celui qui, en tant qu'« agitateur » présumé, n'aura pas des dizaines et des centaines de millions à sortir de ses poches.

Finalement, plus de grèves de « sympathie » (« solidarité » étant un terme trop obscène que les graves gouvernants anglais veulent éviter d'employer) ; elles sont tout simplement interdites et donc punissables aux termes de la loi.

Le tout est assaisonné à la manière fasciste, avec des mesures parallèles de « tutelle » du travail, contre les abus de quelques méchants capitalistes. Laissons tomber le reste. De toute façon, ce ne sont pas les détails qui comptent mais l'ensemble. Et cet ensemble signifie que la classe dominante met bat le masque.

Elle est et ne peut pas être autre chose que fasciste car les conditions historiques le lui imposent. Elle est fasciste au nom de la démocratie. Elle pourra demain se débarrasser d'un autre masque et jeter à la poubelle les dernières pudeurs « humanitaires », les derniers scrupules « idéalistes ». Sa position est bien claire : Ouvriers, dit-elle, ou bien vous êtes dociles en permettant entre autre que le syndicat devienne un rouage du mécanisme générateur de profit, ou nous vous forcerons à l'être ! Pour le moment, nous utilisons une violence indirecte basée, comme il sied bien à des marchands, sur des punitions pécuniaires ou des menaces obscures ; si cela est nécessaire, nous utiliserons la violence ouverte. Nous nous rattacherons aux mânes de Benito et d'Adolf, tellement admirés quand la Révolution communiste hantait l'Europe, jetés à la ferraille quand ils prétendaient continuer le jeu de la matraque alors que celui de la carotte suffisait, et exhumés à nouveau aujourd'hui que le temps presse.

La loi préparée par la bourgeoisie anglaise pourra servir de modèle aux autres bourgeoisies européennes. Que la réponse des prolétaires puisse retrouver l'élan de l'assaut révolutionnaire des années 1920, contre le fascisme et ses pantins social-démocrates et national-communistes et qu'ils jettent à la mer les prophètes travaillistes ou stalinistes qui prêchent une voie pacifique à l'émancipation et qui nagent dans un prétendu océan de crème-chantilly alors qu'il est de ci-gué.

Que les prolétaires retrouvent la voie robuste de leurs pères et qu'ils crient à cette société de violence systématique : « OU TOI, OU NOUS ! »

Correspondance :

« le prolétaire »
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

« le prolétaire »
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire »
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

★ « prolétaire » : 6 mois.
★ « prolétaire » : 1 an.
★ « programme communiste »
★ combiné.

(Cocher l'étoile).